

Ethiopie: processus électoral pas conforme aux normes internationales

ADDIS ABEBA - Malgré une campagne particulièrement ouverte et démocratique, les législatives de 2005 en Ethiopie ne répondent pas aux normes internationales du fait de violences post-électorales ayant fait au moins 80 morts, a estimé mercredi l'Union européenne (UE) dans un rapport.

"Tandis que la période pré-électorale a vu un certain nombre de développements positifs (...) la situation des droits de l'Homme s'est rapidement dégradée dans la période post-électorale", estime l'UE dans son rapport final sur les élections de mai 2005, rendu public à Addis Abeba.

"Des dizaines de citoyens ont été tués par la police et des milliers arrêtés", cite l'UE en exemple dans son rapport de 57 pages, évoquant notamment "36 citoyens tués par les forces de l'ordre le 8 juin".

"Ainsi, globalement, les élections ne répondent pas aux critères internationaux d'élections démocratiques et justes", juge l'UE.

Quelque 160 observateurs européens ont surveillé les troisièmes élections pluralistes en Ethiopie, tenues le 15 mai 2005.

Ces observateurs "ont évalué le processus de décompte des votes négativement dans près de la moitié des bureaux de votes urbains, un chiffre très élevé (...) une situation pire dans les bureaux de votes ruraux", poursuit l'UE.

"Un nombre significatif de bulletins de vote a été considéré invalide pendant le dépouillement", poursuit l'UE évoquant également "un manque de transparence dans la publication des résultats" et "des cas d'irrégularités sérieux dans les résultats des élections, notamment des chiffres peu plausibles".

Le gouvernement éthiopien n'a pas réagi dans l'immédiat au rapport. En septembre, le Premier ministre, Meles Zenawi, avait cependant qualifié un rapport préliminaire de l'UE de "tissu de mensonges".

Le gouvernement éthiopien a été vivement critiqué pour sa répression de l'opposition ces derniers mois et l'UE a suspendu en décembre son aide budgétaire directe à Addis Abeba.

La publication du rapport final, initialement prévue en septembre, a été retardée de crainte qu'elle ne suscite des troubles politiques.

Les élections ont été remportées officiellement par le pouvoir sortant. Selon l'opposition, qui conteste ces résultats, elles ont été entachées de fraudes.

Deux séries de violences meurtrières entre sympathisants de l'opposition et police, en juin et novembre 2005, ont fait au moins 84 morts à Addis Abeba, selon des sources hospitalières, et entraîné au moins 13.000 interpellations.